

Des activistes contraignent les autorités catalanes à remettre en question la collaboration académique avec Israël

Plus de 60 activistes ont occupé le 15 mai 2014 les bureaux du Secrétariat des Universités et de la Recherche pour protester contre la signature d'une série de nouveaux accords de collaboration académique entre la région autonome d'Espagne et Israël.

L'action a contraint les représentants du gouvernement à accepter d'examiner les propositions des militants visant à s'assurer que ces nouveaux accords ne bénéficieront pas aux institutions et entreprises participant à l'occupation.

Prévue pour coïncider avec la journée annuelle de la Nakba – pendant laquelle les Palestiniens commémorent à travers le monde l'expulsion de plus de 750000 Palestiniens de leurs terres en 1947 – l'occupation des bureaux dura 30 minutes après lesquelles des représentants du Secrétariat se sont engagés à organiser une rencontre entre les militants et le Secrétaire Antoni Castellà. Castellà avait précédemment refusé de rencontrer les militants.

Les représentants du Secrétariat ont par ailleurs accepté les demandes réclamant plus de transparence et ont déclaré qu'ils publieront les détails des accords récemment signés avec les universités israéliennes.

“Nous ne serons pas complices”

L'action s'inscrivait dans la campagne soutenue par plus de

350 membres du corps académique et universitaire de Catalogne appelant à un boycott des institutions académiques israéliennes en raison de leur rôle dans le développement de technologies et d'outils utilisés par le régime d'apartheid.

Plusieurs accords de coopération dans le domaine de la recherche ont été signés ces derniers mois entre les institutions et universités israéliennes et catalanes. Les militants voient dans cette collaboration la volonté des leaders du centre-droit de renforcer les liens avec Israël avant le référendum sur l'indépendance de la Catalogne prévu en Novembre.

« Nous réclamons la suspension des relations entre nos universités et les universités ou centres d'enseignement israéliens jusqu'à ce que l'État d'Israël respecte les lois internationales ainsi que les résolutions des Nations Unies, » selon une déclaration de la campagne de boycott, laquelle a été signée par plus de 350 membres du corps académique et universitaire.

« Le boycott académique a été lancé en réponse au soutien unanime des universités israéliennes à la politique d'occupation et d'apartheid envers les Palestiniens, lequel se matérialise par une étroite collaboration avec les forces armées et une discrimination des étudiants palestiniens » ajoute-t-on dans la déclaration.

La déclaration BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) *Academic per Palestina* est soutenue par d'éminents intellectuels tels Joan Subirats, Josep Fontana et Arcadi Oliveres, par les principaux syndicats et associations d'étudiants en Catalogne ainsi que par la plateforme *No mes complicitat amb Israel* regroupant différentes ONG et groupes de solidarité.

« Nous ne serons pas complices des politiques de colonisation et d'apartheid auxquelles Israël soumet le peuple

palestinien » explique Laura Haurie, une porte-parole de la campagne et professeure à l'Université Polytechnique de Catalogne à Barcelone.

Une pétition appelant au boycott a recueilli un total de 800 signatures à travers l'Espagne.

Collaboration avec l'apartheid

Les militants ont signalé aux représentants du gouvernement qu'ils devaient, à minima, s'assurer qu'ils ne collaboraient pas avec des entreprises ou universités basées dans les colonies israéliennes, un pas que le gouvernement allemand a déjà franchi.

En Juin dernier, l'Union Européenne a annoncé de nouvelles directives visant à empêcher que des subventions européennes ne bénéficient à des structures israéliennes opérant dans les colonies illégales, et ce suite à une large campagne incluant partis politiques, ONG, universitaires et étudiants à travers l'Europe.

Marcel Masferrer, activiste de BDS Catalogne, un des groupes impliqués dans la démonstration d'hier, m'a confié que la journée avait été pleine de succès et qu'elle servirait de base solide pour de futures campagnes.

« Nous sommes satisfaits du résultat de cette action. Mais ce n'est que le début de la fin de la complicité avec les politiques israéliennes, ainsi nous devons maintenir la pression sur le gouvernement si nous voulons vraiment que ces accords de collaboration soient annulés un jour, » ajouta-t-il.

“Israël n'est pas notre modèle pour la

Catalogne”

En Novembre, une délégation de représentants catalans, incluant le président Artur Mas ainsi que le secrétaire des Universités et de la Recherche Antoni Castellà, se sont rendus en Israël pour signer une série d'accords de collaboration. Ils firent plusieurs déclarations en faveur d'Israël qui donnèrent l'impression d'une totale ignorance de la politique d'apartheid d'Israël.

Un reportage d'une agence de presse catalane citait le Président Mas disant qu'il espérait “apprendre comment construire une économie du savoir” et qu'il avait choisi Israël comme un “modèle” et comme un “partenaire pour l'innovation.”

De nombreux commentateurs et militants pensent que le président Mas, et d'autres membres du parti nationaliste de centre-droit au pouvoir *Convergència i Unió*, voit en Israël un allié stratégique potentiel pour un éventuel Etat indépendant de Catalogne ou dans le cas d'une déclaration unilatérale d'indépendance.

Une déclaration publiée par 36 organisations de la société civile a dénoncé cette délégation à l'occasion de ce voyage .

“Nous sommes extrêmement inquiets que ces représentants du gouvernement présentent Israël comme un ‘modèle’ et une ‘référence’ pour la Catalogne...L'occupation, la colonisation et l'apartheid ne sont pas notre.